



Associazione per la Salvaguardia e la Promozione
degli Interessi dei Residenti all'Estero

Tél. : 33 648 309 357
E-mail : aspire.france@orange.fr
Site web (en construction) : <http://italspire.fr>

IMU : « Pagare tutti, per pagare meno »

Après avoir assisté à la fin de l'ICI et à la mise en place chaotique de l'IMU en Italie suite aux élections politiques de 2009, avec la suppression économiquement irresponsable de l'impôt sur la maison principale. Après avoir constaté, amèrement, l'augmentation vertigineuse de la fiscalité locale pour les non-résidents et mis en circulation une pétition durant l'été 2013. Début 2014, nous avons décidé de créer ASPIRE.

Notre but déclaré étant de préserver nos intérêts en Italie – par une attention plus soutenue vis-à-vis des orientations budgétaires des communes – et de faire face collectivement aux embûches administratives et à l'opacité traditionnelles en la matière, tout en militant pour la promotion de la culture, du tourisme responsable et la protection d'un environnement précieux.

Si pour nous la fiscalité italienne n'était pas une vocation initiale, nous avons été contraints de nous y intéresser en raison du silence assourdissant de la société civile franco-italienne dans un domaine qui affecte lourdement le portefeuille des non-résidents, doublement confrontés à la crise, ici et là-bas. Quant aux institutions et partis politiques, ils prennent bien soin d'éviter ce sujet sensible. Le premier qui dégainera sur la taxation de la maison principale succombera de mort subite électorale.

C'est pourquoi nous sommes persuadés que la fiscalité locale ne pourra être réformée en Italie que par un accord unanime des partis représentés au Parlement ou sur pression de l'Europe. Car il faudra bien un jour revenir à une imposition sur l'habitat en rapport avec le manque dramatique de ressources des communes, dont les effets se font déjà sentir dans toute la variété des paysages italiens, même où jusqu'à présent la situation était plutôt satisfaisante : routes, nettoyage public, laisser-aller dû à une crise profonde...

Pourtant, ces paysages, alliés à un savoir-faire séculaire, représentent encore, malgré les dégâts visibles, l'enveloppe du "Made in Italy" que Expo Milano 2015 essaie de vendre au monde entier cette année.

Mais comment parvenir à faire passer ce message si tous les Italiens expatriés et ceux d'origine, qui en sont depuis des décennies les plus fidèles consommateurs et des représentants de commerce bénévoles, deviennent des victimes fiscales ? Et cela dès qu'ils reçoivent l'addition salée qui leur est présentée par les communes, alors que beaucoup là-bas nous considèrent comme des "étrangers" bons à purger.

De toutes les observations notées durant 18 mois, nous n'en citerons que trois :

1°) la réactivation précipitée des COMITES en séance de rattrapage et, au final, une très faible participation dans tous les pays ;

2°) l'organisation d'états généraux des associations liées à "l'italianité" de par le monde où la fiscalité est absente du programme des 3-4 juillet à Rome ;

3°) le début d'une mobilisation internationale à l'initiative des Italo-Suisses via une pétition qui, certes, met en avant la question fiscale des non-résidents, mais dont la revendication « No IMU, No TASI, No TARI » ne peut pas être totalement partagée par nous, même si nous la promovons en attendant mieux. Nous ne refusons pas de payer notre juste part, et préférons la formule « Pagare tutti, per pagare meno ».

C'est avec cet état d'esprit et dans ce but que nous continuerons à agir, tout en espérant que le thème de la fiscalité soit repris par les autres associations et puisse déboucher sur une coordination des bonnes volontés. Pourquoi pas à l'initiative des COMITES qui viennent tout juste d'être élus ?

**En somme et ensemble
« Ricominciamo da tre »...**